

que toute information nécessaire devant permettre au Service Egalité des chances du SPF Justice d'évaluer la réalisation de ces activités.

§ 3. L'association envoie également un tableau récapitulatif de toutes les pièces justificatives des dépenses imputées sur cette subvention, avec référence à la catégorie de dépenses.

§ 4. A défaut de la remise complète des documents, à savoir le rapport final d'activité et les pièces justificatives pour la totalité de la subvention, la deuxième tranche de la subvention ne sera pas payée et, le cas échéant, la première tranche fera l'objet d'une récupération, pour la partie du montant qui n'a pas été dûment justifiée conformément au présent article.

Art. 6. Sont acceptés comme couts subsidiables :

- les frais de loyer, de charges locatives et d'entretien des bâtiments utilisés ;
- les frais de bureautique et d'informatique ;
- les frais de télécommunication et les frais de missions ;
- les frais de personnel.

Art. 7. §1. Le bénéficiaire est tenu :

- de respecter totalement les dispositions d'octroi de la subvention. Dans le cas contraire, il s'expose à une demande de remboursement total ou partiel de la subvention allouée ;

- d'accepter tout contrôle sur pièces et/ou sur place portant sur le bon emploi de la présente subvention ;

- d'informer le public, dans toute communication ou publicité, de l'aide financière reçue dans le cadre de cette subvention.

§ 2. Dans le cas où la subvention a été utilisée indument, le Service Egalité des chances du SPF Justice est chargé de la réclamation et de la récupération des montants.

§ 3. S'il apparaît que trop de subvention pour l'année précédente a été allouée, une décision de récupération sera notifiée par lettre recommandée. Après un délai de trente jours la décision de récupération devient définitive, sauf si l'association a communiqué des observations. Dans ce cas, la décision définitive sera notifiée à l'association au plus tard deux mois après réception des observations. L'association rembourse le montant dû au plus tard trois mois après la décision définitive de récupération.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets à la date de sa signature.

Art. 9. Le membre du gouvernement ayant l'Egalité des chances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 novembre 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité,

G. GILKINET

La Secrétaire d'Etat à l'Egalité des genres,
à l'Egalité des chances et à la Diversité,

S. SCHLITZ

van de faciliterende factoren bevatten, alsook alle noodzakelijke informatie die de dienst Gelijke Kansen van FOD Justitie in staat moet stellen om de verwezenlijking van die activiteiten te evalueren.

§ 3. De vereniging verstuurt eveneens een samenvattende tabel van alle bewijsstukken van de op deze toelage aangerekende uitgaven, met referentie naar de uitgavencategorieën.

§ 4. Bij ontstentenis van de volledige overlevering van de documenten, namelijk het eindverslag van de activiteiten en de bewijsstukken voor de volledige toelage, wordt de tweede schijf van de toelage niet uitbetaald en wordt, in voorkomend geval, de eerste schijf teruggevorderd voor het gedeelte van het bedrag dat niet naar behoren, overeenkomstig dit artikel, is gemotiveerd.

Art. 6. Worden aanvaard als subsidieerbare kosten:

- de kosten voor de huur, de huurlasten en het onderhoud van de gebouwen;
- de administratieve kosten;
- de telecommunicatiekosten en de verplaatsingskosten;
- de personeelskosten.

Art. 7. § 1. De begunstigde moet:

- de bepalingen van de toekenning van de toelage volledig nakomen. Indien dat niet het geval is, kan hem een volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de toegekende toelage worden gevraagd;

- met betrekking tot het goede besteding van deze toelage enige controle van stukken en/of ter plekke aanvaarden;

- het publiek in elk bericht of bij elke publiciteit op de hoogte brengen van de financiële hulp die ze in het kader van deze toelage hebben ontvangen.

§ 2. In het geval dat de toelage onrechtmatig werd gebruikt, is de dienst Gelijke Kansen van de FOD Justitie belast met de terugvordering van de bedragen.

§ 3. Indien blijkt dat te veel toelage werd toegekend voor het afgelopen jaar, wordt een beslissing tot terugvordering ter kennis gebracht bij aangetekende brief. Na verloop van een termijn van dertig dagen wordt de beslissing tot terugvordering definitief, tenzij de vereniging opmerkingen heeft laten toekomen. In dat geval wordt de definitieve beslissing uiterlijk twee maanden na ontvangst van de opmerkingen ter kennis van de vereniging gebracht. De vereniging stort het verschuldigde bedrag uiterlijk drie maanden na de definitieve beslissing tot terugvordering terug.

Art. 8. Dit besluit wordt van kracht met ingang van zijn ondertekening.

Art. 9. Het lid van de regering dat bevoegd is voor Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 november 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-eersteminister en Minister van Mobiliteit,

G. GILKINET

De Staatssecretaris voor Gendergelijkheid,
Gelijke Kansen en Diversiteit,

S. SCHLITZ

SERVICE PUBLIC FEDERAL
DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE,
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE

[C - 2023/30115]

21 DECEMBRE 2022. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 mars 2009 concernant l'allocation de chauffage octroyée par le centre public d'action sociale dans le cadre du Fonds Social Mazout

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme du 22 décembre 2008, notamment l'article 253;

PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST
MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE,
ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE

[C - 2023/30115]

21 DECEMBER 2022. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 maart 2009 betreffende de verwarmings-toelage toegekend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van het Sociaal Stookoliefonds

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet van 22 december 2008, inzonderheid artikel 253;

Vu l'arrêté royal du 27 mars 2009 concernant l'allocation de chauffage octroyée par le centre public d'action sociale dans le cadre du Fonds Social Mazout, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 août 2022;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 octobre 2022;

Vu le refus d'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget du 18 octobre 2022;

Vu la délibération du Conseil des ministres du 28 octobre 2022 permettant de passer outre au refus d'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis 72.518/1 du Conseil d'Etat, donné le 12 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le fait que le prix du mazout reste exceptionnellement élevé;

que pour les familles les plus vulnérables, il est très difficile d'effectuer les achats de mazout nécessaire pour se chauffer;

qu'il est indispensable que l'octroi de l'allocation de chauffage soit proportionnelle au prix officiel du mazout;

que le Kern a donc décidé le 16 septembre 2022 de prolonger la mesure actuelle en introduisant également les tranches majorées jusqu'à 36 centimes par litre pour les livraisons entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 mars 2023 pour les livraisons en vrac et pour les achats à la pompe, l'allocation de chauffage évoluera avec le prix officiel du mazout;

Sur la proposition du Ministre de l'Intégration Sociale et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 27 mars 2009 concernant l'allocation de chauffage octroyée par le centre public d'action sociale dans le cadre du Fonds social Mazout les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les mots « période de chauffe 2022 » sont remplacés par les mots « période de chauffe 2022 et 2023 ».

2^o dans le paragraphe 2, est ajouté un d)

« § 2. d) Par dérogation du § 2. b), pour les livraisons entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 mars 2023, le montant de l'allocation de chauffage est déterminé comme suit :

si le prix facturé par litre est inférieur au seuil de référence augmenté de 0,200 EUR, l'allocation s'élève à 14 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,200 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,225 EUR, l'allocation s'élève à 15 cents par litre ;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,225 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,250 EUR, l'allocation s'élève à 16 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,250 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,275 EUR, l'allocation s'élève à 17 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,275 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,300 EUR, l'allocation s'élève à 18 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,300 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,325 EUR, l'allocation s'élève à 19 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,325 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,350 EUR, l'allocation s'élève à 20 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,350 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,375 EUR, l'allocation s'élève à 21 cents par litre;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 maart 2009 betreffende de verwarmingsstoelag toegekend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van het Sociaal Stookoliefonds, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 6 augustus 2022;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 4 oktober 2022;

Gelet op de weigering van akkoordbevinding van de Staatssecretaris van Begroting d.d. 18 oktober 2022;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 28 oktober 2022 waarmee wordt voorbijgegaan aan de weigering van akkoordbevinding van de Staatssecretaris van Begroting;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies 72.518/1 van de Raad van State van 12 december 2022, gegeven in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het feit dat de mazoutprijs nog steeds uitzonderlijk hoog is;

dat het voor de meest kwetsbare gezinnen zeer moeilijk is om de stookolie aan te kopen die zij nodig hebben om zich te verwarmen;

dat het van essentieel belang is dat de toekenning van de verwarmingsstoelag in verhouding staat tot de officiële mazoutprijs;

dat de Kern daarom op 16 september 2022 besloten heeft om de huidige maatregel te verlengen door ook voor leveringen tussen 1 januari 2023 en 31 maart 2023 de verhoogde schijven van maximum 36 cent per liter in te voeren voor de leveringen in bulk en voor de aankoop aan de pomp de verwarmingsstoelag mee te laten mee evolueren met de officiële mazoutprijs;

Op de voordracht van de Minister van Maatschappelijke Integratie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 maart 2009 betreffende de verwarmingsstoelag toegekend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van het Sociaal Stookoliefonds worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, worden de woorden "verwarmingsperiode 2022" vervangen door de woorden "verwarmingsperiode 2022 en 2023";

2^o in paragraaf 2, wordt een d) toegevoegd, luidende:

"§ 2. d) In afwijking van § 2. b) wordt, voor leveringen tussen 1 januari 2023 en 31 maart 2023, het bedrag van de verwarmingsstoelag als volgt bepaalt :

indien de gefactureerde prijs per liter lager is dan de referentiedrempel verhoogd met 0,200 EUR, bedraagt de toelag 14 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,200 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,225 EUR, bedraagt de toelag 15 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,225 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,250 EUR, bedraagt de toelag 16 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,250 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,275 EUR, bedraagt de toelag 17 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,275 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,300 EUR, bedraagt de toelag 18 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,300 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,325 EUR, bedraagt de toelag 19 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,325 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,350 EUR, bedraagt de toelag 20 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,350 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,375 EUR, bedraagt de toelag 21 cent per liter;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,375 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,400 EUR, l'allocation s'élève à 22 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,400 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,425 EUR, l'allocation s'élève à 23 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,425 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,450 EUR, l'allocation s'élève à 24 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,450 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,475 EUR, l'allocation s'élève à 25 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,475 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,500 EUR, l'allocation s'élève à 26 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,500 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,525 EUR, l'allocation s'élève à 27 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,525 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,550 EUR, l'allocation s'élève à 28 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,550 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,575 EUR, l'allocation s'élève à 29 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,575 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,600 EUR, l'allocation s'élève à 30 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,600 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,625 EUR, l'allocation s'élève à 31 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,625 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,650 EUR, l'allocation s'élève à 32 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,650 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,675 EUR, l'allocation s'élève à 33 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,675 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,700 EUR, l'allocation s'élève à 34 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,700 EUR mais inférieur au seuil de référence augmenté de 0,725 EUR, l'allocation s'élève à 35 cents par litre;

si le prix facturé par litre est supérieur ou égal au seuil de référence augmenté de 0,725 EUR, l'allocation s'élève à 36 cents par litre. »

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté, est complété un paragraphe § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Par dérogation au § 1, l'allocation forfaitaire s'élève à 456 EUR pour un achat entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 mars 2023. »

Art. 3. Le ministre ayant l'Intégration sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre d'intégration sociale,
K. LALIEUX

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,375 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,400 EUR, bedraagt de toelage 22 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,400 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,425 EUR, bedraagt de toelage 23 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,425 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,450 EUR, bedraagt de toelage 24 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,450 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,475 EUR, bedraagt de toelage 25 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,475 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,500 EUR, bedraagt de toelage 26 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,500 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,525 EUR, bedraagt de toelage 27 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,525 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,550 EUR, bedraagt de toelage 28 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,550 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,575 EUR, bedraagt de toelage 29 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,575 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,600 EUR, bedraagt de toelage 30 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,600 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,625 EUR, bedraagt de toelage 31 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,625 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,650 EUR, bedraagt de toelage 32 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,650 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,675 EUR, bedraagt de toelage 33 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,675 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,700 EUR, bedraagt de toelage 34 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,700 EUR, maar lager dan de referentiedrempel verhoogd met 0,725 EUR, bedraagt de toelage 35 cent per liter;

indien de gefactureerde prijs per liter hoger of gelijk is aan de referentiedrempel verhoogd met 0,725 EUR, bedraagt de toelage 36 cent per liter."

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met paragraaf § 4 luidende :

"§ 4. In afwijking van § 1, bedraagt de forfaitaire toelage 456 EUR voor een aankoop tussen 1 januari 2023 en 31 maart 2023."

Art. 3. De minister bevoegd voor Maatschappelijke Integratie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 21 december 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
K. LALIEUX